

## Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2022





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes .....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dettes financières de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -37,626 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2022 s'élève à -37,626 Md€ contre -47,466 Md€ à fin février 2021 à périmètre courant.

Cette évolution (+9,840 Md€) s'explique par une

baisse des dépenses nettes de 4,959 Md€, une hausse des recettes nettes de 0,281 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 4,600 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 58,369 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,192 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,874 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,991 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,684 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,879 Md€), du programme « Equipement des forces » (0,826 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,790 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,621 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (2,596 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (0,980 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,718 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,634 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin février 2022 s'élèvent à 58,369 Md€ contre 63,328 Md€ à fin février 2021 à périmètre courant.

Cette évolution (-4,959 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -4,123 Md€

► **Mission Sécurités** : 1,691 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,916 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,742 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,244 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,238 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,668 Md€) ;

► **Mission Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation** : 1,138 Md€, essentiellement au titre du programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation » (1,138 Md€) ;

► **Mission Justice** : 1,112 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

(montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour -5,606 Md€ et à la mission « Cohésion des territoires » pour +0,895 Md€) et des dépenses de fonctionnement à hauteur de -0,727 Md€.

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 28,123 Md€

### Les principales recettes du mois

► **IR net** : 7,659 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,422 Md€, dont 1,320 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TVA nette** : 2,164 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,265 Md€, dont 0,569 Md€ des prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 1,525 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,717 Md€, dont -2,017 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,841 Md€.



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 37,111 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin février 2022 s'élèvent à 37,111 Md€ contre 37,882 Md€ à fin février 2021 à périmètre courant.

L'évolution s'élève à -0,771 Md€.

Les recettes de TVA nette sont en diminution de 4,515 Md€ (essentiellement en raison d'une baisse de TVA brute de 4,193 Md€ liée aux reversements intervenant dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale, débutés dès janvier en 2022 mais au mois de mars en 2021).

Des hausses sont constatées en recettes d'IR net pour 1,327 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de l'IR brut de 1,078 Md€), d'IS net pour 1,301 Md€ (en raison d'une hausse de l'IS brut de 0,817 Md€ et d'une baisse des R&D de 0,484 Md€), et en autres recettes fiscales nettes (hors TICPE) pour 1,067 Md€ (en raison d'une hausse des autres recettes fiscales brutes de 0,592 Md€ et d'une baisse des R&D de 0,475 Md€).

## Recettes non fiscales : 1,032 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2022 s'élèvent à 1,032 Md€ contre 1,436 Md€ à fin février 2021 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,404 Md€) s'explique essentiellement par la budgétisation, en 2021, du fonds de prévention des risques naturels majeurs.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -10,362 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin février 2022 s'élèvent à -10,362 Md€ contre -12,084 Md€ à fin février 2021 à périmètre courant.

Cette évolution (+1,722 Md€) s'explique

essentiellement par des PSR au profit de l'Union européenne moins élevés de 2,081 Md€ par rapport à 2021 (en raison d'une modification de la liquidation de la contribution française au budget 2022 de l'UE).

## Fonds de concours : 0,342 Md€

Les fonds de concours à fin février 2022 s'élèvent à 0,342 Md€ contre 0,607 Md€ à fin février 2021

à périmètre courant, soit une évolution de -0,265 Md€.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -7,380 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,994 Md€ et des recettes pour 5,294 Md€ (dont 2,713 Md€ au titre de la TVA affectée suite à la réforme 2021 de la fiscalité locale, et 1,690 Md€ de TF, essentiellement en raison de la mensualisation);

Le solde des comptes spéciaux à fin février 2022 s'élève à -7,380 Md€ contre -11,980 Md€ à fin février 2021 à périmètre courant.

Cette évolution (+4,600 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de +4,746 Md€ (essentiellement le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour +4,089 Md€, en raison des reversements de TVA, débutés fin

►Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des dépenses pour 1,100 Md€, correspondant à des avances versées à l'agence de service et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune.

mars en 2021 mais dès janvier en 2022, intervenant dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale, et le compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » pour +0,530 Md€, en raison du versement, en 2021, d'avances remboursables destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de la Covid-19).

## Dettes financières de l'Etat au 28 février : 2 214,632 Md€

La dette financière est en augmentation de 41,824 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +40,858 Md€, et

baisse des BTF à hauteur de -8,965 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts en hausse de 9,930 Md€ (essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin février		Renvoi Page	
	Février	2022	2021 retraité		2021 exécuté
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-21 700	-37 626	-47 466	-47 466	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	27 757	58 369	63 328	63 328	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	9 398	28 123	27 842	27 842	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	7 659	9 967	8 640	8 640	
- IS *	-115	745	-556	-556	
- TVA	2 164	16 634	21 149	21 149	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 341	-7 380	-11 980	-11 980	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 295	168 112			16
Dette financière de l'Etat	11 210	2 214 632			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2022	2021 retraité	2021 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	1 013	994	994
Dépenses de personnel	11 411	23 117	23 160	23 160
Dépenses de fonctionnement	3 238	9 695	10 422	10 422
Charges de la dette de l'Etat	196	448	452	452
Dépenses d'investissement	843	3 273	3 301	3 301
Dépenses d'intervention	12 048	20 690	24 813	24 813
Dépenses d'opérations financières	21	132	186	186
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>27 757</b>	<b>58 369</b>	<b>63 328</b>	<b>63 328</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	14 177	37 111	37 882	37 882
Recettes non fiscales	627	1 032	1 436	1 436
Prélèvements sur recettes	-5 558	-10 362	-12 084	-12 084
Fonds de concours	151	342	607	607
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>9 398</b>	<b>28 123</b>	<b>27 842</b>	<b>27 842</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>14 955</b>	<b>38 485</b>	<b>39 925</b>	<b>39 925</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-18 359</b>	<b>-30 246</b>	<b>-35 486</b>	<b>-35 486</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 030	700	1 134	1 134
Solde des comptes de concours financiers	-4 886	-8 681	-13 427	-13 427
Solde des comptes de commerce	532	619	329	329
Solde des comptes d'opérations monétaires	-17	-17	-17	-17
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-3 341</b>	<b>-7 380</b>	<b>-11 980</b>	<b>-11 980</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-21 700</b>	<b>-37 626</b>	<b>-47 466</b>	<b>-47 466</b>



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>11 411</b>	<b>23 117</b>	<b>23 160</b>	<b>23 160</b>
Rémunérations d'activité	6 620	13 300	13 449	13 449
Cotisations et contributions sociales	4 708	9 618	9 597	9 597
Prestations sociales et allocations diverses	83	199	114	114
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>16 346</b>	<b>35 252</b>	<b>40 168</b>	<b>40 168</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>1 013</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 238</b>	<b>9 695</b>	<b>10 422</b>	<b>10 422</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 085	4 432	4 227	4 227
Subventions pour charges de service public	1 153	5 263	6 194	6 194
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>196</b>	<b>448</b>	<b>452</b>	<b>452</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	196	448	452	452
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>843</b>	<b>3 273</b>	<b>3 301</b>	<b>3 301</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	575	2 203	2 461	2 461
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	268	1 070	841	841
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>12 048</b>	<b>20 690</b>	<b>24 813</b>	<b>24 813</b>
Transferts aux ménages	7 704	11 152	10 458	10 458
Transferts aux entreprises	1 841	4 485	9 979	9 979
Transferts aux collectivités territoriales	511	1 371	1 272	1 272
Transferts aux autres collectivités	1 877	3 566	3 098	3 098
Appels en garantie	115	115	6	6
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>21</b>	<b>132</b>	<b>186</b>	<b>186</b>
Prêts et avances	0	0	1	1
Dotations en fonds propres	21	23	76	76
Dépenses de participations financières	0	109	109	109
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>27 757</b>	<b>58 369</b>	<b>63 328</b>	<b>63 328</b>





	Mois de février		Cumul à fin février 2022		Cumul à fin février 2021 retraité	Cumul à fin février 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>613</b>	<b>648</b>	<b>1 107</b>	<b>849</b>	<b>567</b>	<b>567</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	491	415	697	595	370	370
Diplomatie culturelle et d'influence	45	157	315	164	164	164
Français à l'étranger et affaires consulaires	77	75	95	91	33	33
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>440</b>	<b>377</b>	<b>746</b>	<b>701</b>	<b>584</b>	<b>584</b>
Administration territoriale de l'Etat	202	180	370	354	326	326
Vie politique <sup>(1)</sup>	105	89	130	108	32	32
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	132	108	246	239	226	226
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>202</b>	<b>163</b>	<b>466</b>	<b>423</b>	<b>415</b>	<b>415</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	118	79	303	260	253	253
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	38	40	73	73	71	71
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	46	44	91	90	91	91
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>227</b>	<b>236</b>	<b>166</b>	<b>579</b>	<b>397</b>	<b>397</b>
Aide économique et financière au développement	3	8	4	127	124	124
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	224	228	162	451	273	273
Restitution des "biens mal acquis" <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>20</b>	<b>1 138</b>	<b>1 368</b>	<b>1 197</b>	<b>1 360</b>	<b>1 360</b>
Liens entre la Nation et son armée <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	2	2
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation <sup>(1)</sup>	20	1 138	1 291	1 176	1 336	1 336
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	22	22	22
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>421</b>	<b>1 718</b>	<b>13 422</b>	<b>3 355</b>	<b>2 437</b>	<b>2 437</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	184	29	186	29	49	49
Aide à l'accès au logement	0	1 634	13 005	3 268	2 359	2 359
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	7	10	11	12	10	10
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	58	28	49	28	6	6
Politique de la ville	31	11	31	11	10	10
Interventions territoriales de l'Etat	140	5	141	6	3	3
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>87</b>	<b>95</b>	<b>140</b>	<b>146</b>	<b>139</b>	<b>139</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	25	33	60	67	65	65
Conseil économique, social et environnemental	44	44	44	44	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	37	35	35	35
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>266</b>	<b>188</b>	<b>384</b>	<b>296</b>	<b>294</b>	<b>294</b>
Patrimoines	117	54	129	71	110	110
Création	21	12	47	22	56	56
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	12	7	89	84	15	15
Soutien aux politiques du ministère de la culture	116	115	120	118	113	113
<b>DEFENSE</b>	<b>6 623</b>	<b>3 684</b>	<b>10 033</b>	<b>9 270</b>	<b>9 415</b>	<b>9 415</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	121	190	469	384	230	230
Préparation et emploi des forces	717	790	1 534	1 983	2 022	2 022
Soutien de la politique de la défense	4 658	1 879	6 793	3 803	3 811	3 811
Equiperment des forces	1 127	826	1 236	3 099	3 352	3 352
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>67</b>	<b>69</b>	<b>195</b>	<b>106</b>	<b>95</b>	<b>95</b>
Coordination du travail gouvernemental	50	45	119	75	77	77
Protection des droits et libertés	5	16	56	21	18	18
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	12	8	21	10	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>10 246</b>	<b>1 238</b>	<b>13 781</b>	<b>3 996</b>	<b>4 262</b>	<b>4 262</b>
Infrastructures et services de transports	3 783	84	4 075	197	1 828	1 828
Affaires maritimes	57	30	88	38	21	21
Paysages, eau et biodiversité	-4	-7	54	24	25	25
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	409	137	139	139
Prévention des risques	554	22	630	46	30	30
Energie, climat et après-mines	152	104	433	196	172	172
Service public de l'énergie	5 373	668	7 353	2 648	1 330	1 330
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	211	218	615	586	596	596
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	118	118	124	124	122	122



	Mois de février		Cumul à fin février 2022		Cumul à fin février 2021 retraité	Cumul à fin février 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
<b>ECONOMIE</b>	<b>90</b>	<b>88</b>	<b>223</b>	<b>179</b>	<b>299</b>	<b>299</b>
Développement des entreprises et régulations	39	41	130	88	202	202
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	34	69	67	64	64
Stratégies économiques	14	14	25	24	33	33
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>193</b>	<b>283</b>	<b>564</b>	<b>538</b>	<b>347</b>	<b>347</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	78	78	324	324	330	330
Appels en garantie de l'Etat	114	204	229	204	6	6
Epargne	0	0	10	10	10	10
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 223</b>	<b>6 192</b>	<b>13 628</b>	<b>13 422</b>	<b>13 308</b>	<b>13 308</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 993	1 991	4 068	4 064	3 975	3 975
Enseignement scolaire public du second degré	2 877	2 874	5 843	5 832	5 768	5 768
Vie de l'élève	427	401	1 557	1 475	1 558	1 558
Enseignement privé du premier et du second degrés	616	609	1 460	1 436	1 413	1 413
Soutien de la politique de l'éducation nationale	195	209	447	378	352	352
Enseignement technique agricole	115	110	253	238	242	242
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>824</b>	<b>816</b>	<b>1 730</b>	<b>1 630</b>	<b>1 611</b>	<b>1 611</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	627	635	1 300	1 229	1 211	1 211
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	68	54	167	144	151	151
Facilitation et sécurisation des échanges	129	128	263	258	249	249
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>255</b>	<b>38</b>	<b>433</b>	<b>162</b>	<b>244</b>	<b>244</b>
Immigration et asile	239	30	409	155	181	181
Intégration et accès à la nationalité française	17	8	24	8	63	63
<b>INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 <sup>(1)</sup></b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	0	0
<b>JUSTICE</b>	<b>1 258</b>	<b>1 112</b>	<b>2 251</b>	<b>1 907</b>	<b>1 637</b>	<b>1 637</b>
Justice judiciaire	474	411	893	732	634	634
Administration pénitentiaire	356	312	672	687	636	636
Protection judiciaire de la jeunesse	93	74	289	139	133	133
Accès au droit et à la justice	265	266	274	269	168	168
Conduite et pilotage de la politique de la justice	70	48	123	79	66	66
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>59</b>	<b>43</b>	<b>40</b>	<b>40</b>
Presse et médias	2	8	59	43	40	40
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0	0
<b>OUTRE-MER</b>	<b>1 201</b>	<b>432</b>	<b>1 294</b>	<b>503</b>	<b>527</b>	<b>527</b>
Emploi outre-mer	1 135	407	1 168	424	463	463
Conditions de vie outre-mer	65	26	126	79	64	64
<b>PLAN DE RELANCE</b>	<b>352</b>	<b>355</b>	<b>257</b>	<b>507</b>	<b>1 091</b>	<b>1 091</b>
Écologie	312	186	217	231	309	309
Compétitivité	37	93	36	192	298	298
Cohésion	3	76	4	84	484	484
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>346</b>	<b>346</b>	<b>725</b>	<b>735</b>	<b>6 501</b>	<b>6 501</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 410	1 410
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	345	343	716	727	4 923	4 923
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	105	105
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	3	9	8	63	63
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518	518
Sénat	0	0	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1



	Mois de février		Cumul à fin février 2022		Cumul à fin février 2021 retraité	Cumul à fin février 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>6 232</b>	<b>1 244</b>	<b>20 803</b>	<b>5 189</b>	<b>5 472</b>	<b>5 472</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	312	249	13 123	3 360	3 314	3 314
Vie étudiante	1 145	333	1 818	784	703	703
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4 434	497	4 713	580	552	552
Recherche spatiale	61	0	61	0	119	119
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	39	787	315	650	650
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	261	108	260	110	94	94
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	18	42	40	40	40
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>515</b>	<b>5 485</b>	<b>1 436</b>	<b>1 433</b>	<b>1 433</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	340	3 721	952	945	945
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	735	200	202	202
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	109	1 029	283	285	285
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>257</b>	<b>319</b>	<b>251</b>	<b>321</b>	<b>157</b>	<b>157</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	194	314	189	316	154	154
Concours spécifiques et administration	63	5	63	5	3	3
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>7 756</b>	<b>7 788</b>	<b>19 990</b>	<b>19 982</b>	<b>20 902</b>	<b>20 902</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	7 449	7 481	19 160	19 152	19 535	19 535
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	307	307	830	830	1 368	1 368
<b>SANTE</b>	<b>980</b>	<b>402</b>	<b>1 037</b>	<b>435</b>	<b>432</b>	<b>432</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	15	16	72	49	55	55
Protection maladie	965	386	965	386	377	377
<b>SECURITES</b>	<b>1 863</b>	<b>1 691</b>	<b>3 762</b>	<b>3 432</b>	<b>3 656</b>	<b>3 656</b>
Police nationale	940	916	1 880	1 844	1 744	1 744
Gendarmerie nationale	856	742	1 794	1 532	1 862	1 862
Sécurité et éducation routières	6	2	8	2	3	3
Sécurité civile	60	31	80	54	48	48
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>2 031</b>	<b>3 621</b>	<b>24 129</b>	<b>4 882</b>	<b>4 625</b>	<b>4 625</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	1 973	2 596	11 727	2 597	2 342	2 342
Handicap et dépendance	0	980	11 724	1 960	1 961	1 961
Egalité entre les femmes et les hommes	3	1	3	1	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	56	44	675	324	322	322
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	0	0	0	0	0	0
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>102</b>	<b>113</b>	<b>279</b>	<b>136</b>	<b>165</b>	<b>165</b>
Sport	91	106	263	124	85	85
Jeunesse et vie associative	11	7	16	12	81	81
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0	0	0
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES</b>	<b>69</b>	<b>26</b>	<b>98</b>	<b>37</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	2	6	2	10	3	3
Transformation publique <sup>(1)</sup>	9	4	12	8	1	1
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	0	0	1	0	1	1
Fonction publique	54	12	77	12	25	25
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques <sup>(2)</sup>	3	3	6	6	0	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>336</b>	<b>602</b>	<b>2 025</b>	<b>944</b>	<b>793</b>	<b>793</b>
Accès et retour à l'emploi	278	517	1 812	789	649	649
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	-33	25	74	47	31	31
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	25	8	25	9	2	2
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	67	51	114	99	111	111
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>49 579</b>	<b>35 544</b>	<b>141 842</b>	<b>78 351</b>	<b>84 230</b>	<b>84 230</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>41 823</b>	<b>27 757</b>	<b>121 852</b>	<b>58 369</b>	<b>63 328</b>	<b>63 328</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2022

<sup>(2)</sup> Création en LFI 2022

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2022



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 766</b>	<b>15 570</b>	<b>14 492</b>	<b>14 492</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>183</b>	<b>308</b>	<b>295</b>	<b>295</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>772</b>	<b>2 331</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>
Impôt sur les sociétés	757	2 302	1 485	1 485
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	15	29	15	15
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 265</b>	<b>2 917</b>	<b>2 626</b>	<b>2 626</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	104	200	154	154
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	262	695	447	447
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	108	181	177	177
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	1	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	7	10	2	2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	5	5	4	4
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	18	17	17
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	569	1 340	1 087	1 087
Taxe sur les services numériques	5	5	11	11
Taxe d'habitation sur les résidences principales	133	294	610	610
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	20	30	45	45
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Recettes diverses	46	135	70	70
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 723</b>	<b>3 042</b>	<b>3 028</b>	<b>3 028</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>7 833</b>	<b>27 074</b>	<b>31 267</b>	<b>31 267</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 422</b>	<b>5 850</b>	<b>5 575</b>	<b>5 575</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	68	179	106	106
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	17	34	27	27
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	5	8	15	15



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2022	2021 retraité	2021 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	228	514	528	528
Mutations à titre gratuit par décès	1 092	1 795	1 617	1 617
Contribution de sécurité immobilière	66	141	139	139
Autres conventions et actes civils	36	67	70	70
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	42	89	92	92
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	43	100	59	59
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	16	24	14	14
Timbre unique	36	83	47	47
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	4	59	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	61	1 508	1 934	1 934
Autres droits et recettes accessoires	0	1	1	1
Amendes et confiscations	6	9	7	7
Taxe générale sur les activités polluantes	2	9	3	3
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	10	23	4	4
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	9	144	7	7
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	8	8	8
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	3	3	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	210	246	386	386
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	53	98	10	10
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	33	68	54	54
Prélèvement sur les paris sportifs	67	125	141	141
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	10	18	19	19
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	191	371	234	234
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	110	127	51	51
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>21 965</b>	<b>57 093</b>	<b>58 784</b>	<b>58 784</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>14 177</b>	<b>37 111</b>	<b>37 882</b>	<b>37 882</b>



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	15	14	14
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>156</b>	<b>228</b>	<b>220</b>	<b>220</b>
Revenus du domaine public non militaire	62	64	31	31
Autres revenus du domaine public	0	0	0	0
Revenus du domaine privé	44	71	10	10
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	49	92	179	179
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>119</b>	<b>236</b>	<b>202</b>	<b>202</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	98	213	200	200
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	21	23	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	0	0
Autres recettes diverses	0	0	1	1
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>24</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>44</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	13	13	2	2
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	1	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	5	14	6	6
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	4	11	28	28
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	5	2	2



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>115</b>	<b>179</b>	<b>277</b>	<b>277</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	15	29	107	107
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	6	37	37
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	1	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	49	91	83	83
Frais de poursuite	2	3	2	2
Frais de justice et d'instance	1	2	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
<b>Divers (F)</b>	<b>213</b>	<b>330</b>	<b>680</b>	<b>680</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	105	106	10	10
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	16	32	3	3
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	2	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	1	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	1	1
Récupération d'indus	1	3	2	2
Recouvrements après admission en non-valeur	11	26	21	21
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	4	9	5	5
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	4	4	4
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	47	80	99	99
Produits divers	1	3	458	458
Autres produits divers	25	64	72	72
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>627</b>	<b>1 032</b>	<b>1 436</b>	<b>1 436</b>



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-2 717</b>	<b>-5 335</b>	<b>-4 976</b>	<b>-4 976</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 017	-4 018	-4 064	-4 064
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	-1	-1
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-159	-240	-387	-387
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	3	0	0
<b>Dotations</b> élu local	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	-1	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-242	-481	-476	-476
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	-12	-12
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-18	-18	-18
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-27	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-15	-15	-15
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	1	5	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	-2	-2
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-283	-542	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 841</b>	<b>-5 027</b>	<b>-7 108</b>	<b>-7 108</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 558</b>	<b>-10 362</b>	<b>-12 084</b>	<b>-12 084</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	111	288	538	538
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	40	53	69	69
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>151</b>	<b>342</b>	<b>607</b>	<b>607</b>





	Mois de février					Cumul à fin février					
	Dépenses		Dépenses			Recettes			Soldes		
		Recettes	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
	unité : million d'€.										
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 019</b>	<b>6 049</b>	<b>10 015</b>	<b>10 049</b>	<b>10 049</b>	<b>10 715</b>	<b>11 182</b>	<b>11 182</b>	<b>700</b>	<b>1 134</b>	<b>1 134</b>
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	12	112	21	22	22	245	208	208	224	186	186
Développement agricole et rural	2	4	2	1	1	7	10	10	5	9	9
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	36	31	41	2	2	63	62	62	21	60	60
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	13	19	25	22	22	63	88	88	38	66	66
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	34	0	0	0	0	0	-34	0	0
Participations financières de l'Etat	30	14	91	314	314	17	139	139	-74	-175	-175
Pensions	4 925	5 868	9 801	9 688	9 688	10 320	10 675	10 675	519	988	988
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>10 585</b>	<b>5 699</b>	<b>20 012</b>	<b>20 246</b>	<b>20 246</b>	<b>11 331</b>	<b>6 819</b>	<b>6 819</b>	<b>-8 681</b>	<b>-13 427</b>	<b>-13 427</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1 100	0	1 100	1 630	1 630	0	0	0	-1 100	-1 630	-1 630
Avances à l'audiovisuel public	308	199	617	620	620	400	298	298	-216	-322	-322
Avances aux collectivités territoriales	8 994	5 294	18 004	17 890	17 890	10 719	6 516	6 516	-7 285	-11 374	-11 374
Prêts à des Etats étrangers	16	116	51	34	34	121	4	4	70	-30	-30
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	166	90	240	72	72	90	0	0	-150	-72	-72
<b>Comptes de commerce</b>	<b>291</b>	<b>823</b>	<b>795</b>	<b>952</b>	<b>952</b>	<b>1 414</b>	<b>1 282</b>	<b>1 282</b>	<b>619</b>	<b>329</b>	<b>329</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	55	69	132	82	82	182	159	159	50	77	77
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	15	27	26	26	30	29	29	3	3	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	5	243	243	5	243	243	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	38	80	62	54	54	175	122	122	114	67	67
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	151	308	503	497	497	664	717	717	161	219	219
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	5	7	6	6	11	9	9	4	3	3
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	1	4	3	3	3	3	3	-1	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	24	343	55	41	41	343	0	0	288	-41	-41
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>174</b>	<b>157</b>	<b>240</b>	<b>202</b>	<b>202</b>	<b>223</b>	<b>185</b>	<b>185</b>	<b>-17</b>	<b>-17</b>	<b>-17</b>
Emission des monnaies métalliques	41	24	42	23	23	25	7	7	-17	-16	-16
Opérations avec le Fonds Monétaire International	133	133	198	179	179	199	178	178	0	-1	-1
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>16 069</b>	<b>12 728</b>	<b>31 062</b>	<b>31 449</b>	<b>31 449</b>	<b>23 683</b>	<b>19 468</b>	<b>19 468</b>	<b>-7 379</b>	<b>-11 981</b>	<b>-11 981</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>15 936</b>	<b>12 595</b>	<b>30 864</b>	<b>31 269</b>	<b>31 269</b>	<b>23 484</b>	<b>19 290</b>	<b>19 290</b>	<b>-7 380</b>	<b>-11 980</b>	<b>-11 980</b>



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	-2	288
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	17	0	16
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	1	3 771
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>4 077</b>	<b>-1</b>	<b>4 076</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	5 471	-104	5 367
		Départements	10 159	-190	9 969
		Communes	29 107	-185	28 922
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	884	19 875
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	-23	2 343
		Autres	9 903	-564	9 339
		<b>Total CEPL</b>	<b>75 996</b>	<b>-182</b>	<b>75 815</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>8 128</b>	<b>1 435</b>	<b>9 564</b>	
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-6 731	21 357
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	-762	23 227
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	1 212	5 983
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	-444	1 731
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>59 022</b>	<b>-6 725</b>	<b>52 298</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 453</b>	<b>152</b>	<b>10 605</b>	
	<b>Union européenne</b>	<b>4 042</b>	<b>-1 935</b>	<b>2 108</b>	
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	6	5 806
		GIP	1 616	-54	1 562
		EPL	2 662	863	3 525
Autres correspondants		2 997	-327	2 670	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor		21	0	21	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 096</b>	<b>488</b>	<b>13 584</b>		
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>174 815</b>	<b>-6 767</b>	<b>168 048</b>		
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	17	64	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>47</b>	<b>18</b>	<b>64</b>	
<b>Total Passif (A)</b>		<b>174 862</b>	<b>-6 749</b>	<b>168 113</b>	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>174 861</b>	<b>-6 749</b>	<b>168 112</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2022
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 145 136</b>	<b>31 893</b>	<b>2 177 030</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 989 757</b>	<b>40 858</b>	<b>2 030 616</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	40 858	2 030 616
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 753 395	33 576	1 786 971
- <i>taux variable</i>	208 430	7 061	215 491
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>155 379</b>	<b>-8 965</b>	<b>146 414</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-8 965	146 414
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>27 673</b>	<b>9 930</b>	<b>37 603</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 172 809</b>	<b>41 824</b>	<b>2 214 632</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » sont, à ce stade, identiques « 2021 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

#### Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### Comptes spéciaux

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### FMI : Fonds Monétaire International

#### Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiales et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.